

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 26 SPECIAL

Bulletin d'information de la **CNGR**  
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## SPECIAL ASSISES de la GAUCHE REPUBLICAINE OTHIS-( SEINE et MARNE) –5 NOVEMBRE 2005

### EDITO: LA GAUCHE REPUBLICAINE LANCE LE DEBAT

Où va la gauche ? Quatre mois après le référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE et à un an et demi des élections présidentielle et législatives, la question revêt une acuité croissante.

Le congrès du PS en novembre prochain donnera sans doute une indication sur la façon dont la principale formation de gauche abordera les futures échéances électorales. Mais jusqu'à présent, force est de constater que les manœuvres des « éléphants » en vue de la présidentielle occultent le débat d'idée.

Le vif succès remporté par la Fête de l'Humanité se situe dans le prolongement de la victoire du Non. Il est important que le « collectif du 29 mai », issu de l'appel des Deux Cents et où la CNGR est représentée, maintienne le flambeau de la mobilisation anti-libérale en France et en Europe. L'action reste bien sûr à l'ordre du jour, contre la directive Bolkenstein et la directive européenne sur les services, mais aussi contre les privatisations et les ordonnances de régression sociale du gouvernement Villepin.

Pourtant, comme le constatent la presse et les principaux intéressés, « la gauche du Non tourne en rond ». Du moins peine-t-elle à traduire le vote du 29 mai en un programme crédible, qui marquerait une rupture avec la politique libérale appliquée depuis trop longtemps. Il s'agit d'abord d'une question de méthode. Affirmer que la gauche doit être à l'écoute des Français n'est évidemment pas faux ; mais il serait illusoire d'attendre de cette écoute la miraculeuse élaboration d'un projet alternatif cohérent. Sauf à ressusciter un spontanéisme d'un autre âge et qui n'a d'ailleurs jamais porté ses fruits, il convient de rappeler que la première tâche des partis politiques est de synthétiser les aspirations populaires et l'incontournable réalité sous la forme de propositions. Puis de les soumettre au débat citoyen. *(suite page 2)*

### MANIFESTE DE LA GAUCHE REPUBLICAINE

Le capitalisme a su déployer sa puissance avec impétuosité

L'humanité est à la croisée des chemins. L'arbre de la science prodigue ses fruits en abondance ; dans le même temps, la nature trop ou mal exploitée réagit de façon menaçante pour les civilisations humaines. A un pôle de la société s'accumulent de formidables richesses, alors que des nations sombrent dans la misère et qu'au sein même des pays développés, le chômage, la précarité et la pauvreté sont devenus le lot commun pour une partie importante de la population. Les savoirs ne cessent de progresser, néanmoins nombre de personnes sont condamnées à l'ignorance et à l'abrutissement télévisuel. Les règles de la démocratie régissent de plus en plus de pays, mais la corruption des gouvernants, la manipulation de l'opinion et l'imposition d'une « pensée unique » détournent les citoyens de l'exercice de leurs droits et de leurs devoirs.

Célébré en son temps par une partie de l'intelligentsia comme la « fin de l'histoire », l'effondrement du bloc soviétique a marqué, au contraire, une remarquable accélération des processus historiques. Le capitalisme a su déployer sa puissance avec une impétuosité qu'il ne connaissait plus depuis l'aube du XXème siècle. Les anciens pays socialistes, y compris la Chine, sont devenus autant de terres de mission, ou plutôt d'accumulation capitaliste, d'un système qui se croit désormais invincible et indépassable.

Après sa victoire sur l'URSS par KO technique, l'impérialisme américain a assis une hégémonie mondiale qu'il voudrait durable. Il compte sur ses alliés-relais dans toutes les parties du monde, du Royaume Uni à Israël, de l'Ouganda au Japon.

Il exerce une influence prépondérante sur les organismes dits « multilatéraux » - FMI, Banque Mondiale, OMC, OCDE - et s'est employé, non sans succès, à neutraliser le rôle potentiel des Nations Unies dans la refondation d'un nouvel ordre mondial.

Mondialisation : ce terme plaisant désigne une réalité implacable. Les capitaux circulent autour de la planète à la vitesse de l'Internet, beaucoup plus vite que les biens et les hommes. Ces capitaux mondialisés - sociétés multinationales, fonds de pension, fonds de placement plus ou moins spéculatifs - exigent une rentabilité à deux chiffres, nettement supérieure aux retours d'investissement moyens des décennies antérieures. Le prix à payer pour encaisser leurs dividendes importe peu aux capitalistes puisque ce ne sont pas eux qui paient : n'en sont pour leur poche - leur emploi, leur niveau de vie, leur avenir - que les travailleurs sous-payés ou « remerciés » suite à une délocalisation d'entreprise. C'est ainsi que la Chine fait de plus en plus figure d'atelier du monde et de plus grande plateforme exportatrice, cependant que ses excédents en dollars servent à financer les déficits américains.

En organisant des Assises de la Gauche Républicaine le 6 novembre prochain, la CNGR assume ses responsabilités pour peser sur le débat à gauche. Pour ce faire, nous rendons publics dans ce numéro spécial de Combat républicain les deux textes préparatoires de nos Assises.

Le MANIFESTE énonce nos propositions pour la prochaine législature. Nous n'avons pas la prétention de les considérer achevées et intangibles. Au contraire, nous les soumettons à la discussion des militants qui participeront aux Assises, et une fois qu'elle seront adoptées le 5 novembre, nous proposerons d'en débattre au reste des forces de gauche. Nous n'avons délibérément retenu que les réformes essentielles à mettre en œuvre pour ouvrir la voie à une politique alternative au libéralisme. Toute contribution complémentaire cependant sera la bienvenue.

Les Assises ouvriront également une large réflexion sur les PRINCIPES ET PERSPECTIVES de notre courant. Ce document référence doit nous permettre de mieux appréhender le monde et son évolution, notamment parce qu'il rend compte des ruptures qui ont marqué le cours de l'histoire de ces dernières années. Ce texte actualise les valeurs qui nous rassemblent, et fait ainsi apparaître notre identité.

Cinquante jours ! Tel est le délai désormais imparti aux républicains de gauche pour faire de ces textes leurs outils politiques. Le débat est ouvert : vos amendements, modifications ou ajouts feront l'objet de propositions lors de notre assemblée. Des réunions décentralisées devront se tenir d'ici au 5 novembre. Alors, à vos plumes et inscrivez vous au plus vite aux Assises de la Gauche Républicaine.

Allez sur le site et le blog des Assises (en construction):  
<http://assises.gaucherepublicaine.org>

### **ASSISES NATIONALES DE LA GAUCHE REPUBLICAINE**

**5 novembre, de 9h00 à 19h00**

Afin de financer ces Assises, une adhésion d'inscription aux travaux de 10 euros est demandée. Inscription gratuite pour les chômeurs, Rmistes et étudiants.

Participation au déjeuner : 10 euros

**Inscriptions :**

**CNGR**

**44, rue Coriolis**

**75012 Paris**

L'empire affiche sa vulnérabilité

Pourtant, cette prospérité n'est qu'apparente. Dans les années 80, l'hebdomadaire des milieux d'affaires américains, Business Week, déplorait que l'économie mondiale flottât sur « un océan de dettes ». Un quart de siècle plus tard, ce constat n'a fait qu'empirer. Aux déficits abyssaux du budget et de la balance commerciale des Etats-Unis s'ajoutent la montagne de « produits dérivés » et les « bulles » financières, à commencer par la bulle immobilière, la plus importante de l'histoire de l'économie moderne. Un spectre hante le capitalisme mondial, le spectre de l'insolvabilité, qui mord d'ores et déjà la nuque des constructeurs automobiles américains et menace d'effondrement l'économie de la dette, tel un château de cartes.

Avec l'avènement de Bush et du courant « néo-conservateur », l'impérialisme américain a cherché à pousser plus loin son avantage. Au-delà de la guerre en Irak, il s'agissait rien de moins que de reconfigurer la carte du Moyen-Orient. De toute évidence, la tâche s'annonce difficile.

Empire imparfait, aux lignes stratégiques excessivement longues, les Etats-Unis d'Amérique voient ses rivaux géopolitiques s'affirmer avec une vigueur croissante, en particulier sur l'ensemble euro-asiatique. La Russie, la Chine, l'Inde et d'autres nations d'Asie centrale se sont regroupées dans le « groupe de Shanghai » pour dessiner les contours d'un bloc bicontinental. En Amérique latine, l'hégémonie US est contestée peu ou prou dans de nombreux pays ; en Europe, la France et l'Allemagne ont tenu tête aux menées bellicistes de Washington. Mais c'est en son sein même que l'empire affiche sa vulnérabilité : outre qu'elle annonce le retour de la « question Noire », l'impérialisme de l'administration Bush face à l'ouragan Katrina révèle que le modèle américain, qui n'a de républicain que le nom, est une formidable machine à creuser les inégalités. C'est dans le silence de l'Etat qu'éclatent les grands désastres.

La marge de manœuvre existe bel et bien pour mener une politique alternative au néolibéralisme.

L'Europe est au cœur de la tourmente mondiale. Depuis l'adoption de l'Acte Unique en 1986, le vieux continent est voué à n'être qu'un grand marché ouvert aux quatre vents. De traité en traité, un « coup d'Etat permanent » a fait reculer les droits sociaux et défilé le tissu industriel des pays de l'Union. Mais rien n'y fait : la zone euro reste la plus dépressive de l'économie mondiale, et le capital n'envisage pas d'autres possibilités de relance que...de continuer à démanteler les codes du travail sous l'espèce de la « flexibilité », et à en finir avec les services publics pour ouvrir de nouveaux champs d'accumulation.

C'est cette orientation funeste codifiée dans le « traité constitutionnel » de l'UE que les Français ont rejetée le 29 mai. La victoire du Non, les désordres financiers de l'économie mondiale, la vulnérabilité de l'empire américain : voilà autant de raisons qui font renaître l'espérance d'une refondation républicaine de la France, sans laquelle notre pays continuera à sombrer sous la tutelle de la finance mondialisée. La gauche, si elle revient demain au pouvoir, ne peut fuir ses responsabilités : la marge de manœuvre existe bel et bien pour mener une politique alternative au néolibéralisme

Pour une citoyenneté interactive

Après les avancées permises par sa victoire en 1981, la gauche a « ouvert une parenthèse » en 1983 qu'elle n'a jamais refermée. Les

contraintes étaient bien réelles. La France progressait socialement mais elle vendait plus cher que ses partenaires économiques européens et mondiaux. Après un débat confiné au sommet de l'état, la gauche a changé de cap : « Place à la rigueur, puis à l'adaptation au libéralisme ambiant ». L'Europe et les « contraintes extérieures » servant d'alibis à la résignation des gouvernants. A aucun moment la gauche ne s'est emparé de ce débat pour y impliquer les citoyens : « Comment contourner ces obstacles ? Quels moyens monétaires, économiques, fiscaux se donner pour ce faire ? »

Reconnaissons que nulle formation de gauche, même parmi celles qui critiquaient fortement ces choix, n'a su modifier cette situation et prendre l'initiative de ce débat pour proposer une politique alternative. Mais la victoire du Non au référendum sur le « traité constitutionnel » de l'UE change radicalement la donne. Il est désormais possible de rassembler la gauche sur un programme de rupture avec le libéralisme, qui ferait de la République l'axe de la transformation sociale.

Encore faut-il que les dirigeants politiques éclairent les citoyens sur les véritables enjeux et les obstacles à affronter. Il faut aussi que les citoyens soient pleinement engagés dans la définition des objectifs et les mesures à prendre. Faute de quoi, « la gauche du non continuera de tourner en rond ».

Nous proposons que les partis et organisations désireux de se rassembler pour construire une politique alternative au néolibéralisme élaborent au plus vite un projet de contrat de législature portant sur les réformes essentielles à réaliser. Que les convergences et les divergences soient actées. Des assemblées citoyennes décentralisées pourront ensuite discuter de cet avant-projet et des points de désaccords. La signature d'un accord final qui pourrait intervenir après ce vaste débat citoyen n'interdira pas à chaque formation d'avancer ses propositions lors de la campagne électorale. L'objectif étant d'associer le plus grand nombre de citoyens à l'élaboration de leur programme. Cette citoyenneté interactive est une condition nécessaire pour assurer la victoire électorale, mais elle conditionne tout autant la réussite de la gauche au pouvoir. Les nouvelles technologies de l'information peuvent en faciliter la mise en œuvre, mais rendre la citoyenneté active relève avant tout de la volonté politique.

Les institutions de la Vème République ne présentent sûrement pas le cadre idéal pour assurer la relance d'une citoyenneté active. Une révision importante de ces institutions s'impose. Mais celle-ci ne doit pas être l'apanage des professeurs de droit constitutionnel. Il faut organiser un grand débat national, qui devra déboucher sur l'élection à la proportionnelle d'une Assemblée Constituante.

#### La République comme outil de transformation sociale

Notre pays souffre du libéralisme. Sous l'effet de la concurrence, les industries traditionnelles tendent à disparaître sans que les activités innovantes ne parviennent à prendre le relais. La recherche est d'ailleurs sinistrée, et la « fracture numérique » est devenu le dernier avatar de la « fracture sociale ». Le chômage de masse et la précarité affectent un quart de la population en âge de travailler, tandis qu'un nombre croissant de salariés survit aux limites du seuil de pauvreté.

C'est dans ce contexte calamiteux pour la majorité du peuple de France que les sociétés du CAC 40 engrangent des bénéfices record. Mais le MEDEF en veut toujours plus, et pour ce faire, il milite activement en faveur du démantèlement du code du travail. Le gouvernement Villepin n'a fait qu'exaucer ses souhaits en instaurant un « contrat nouvelle embauche » qui soumet l'employé à l'arbitraire de

son employeur pendant deux ans.

Le libéralisme à la française s'est trouvé un champion en la personne de Nicolas Sarkozy. Il affiche clairement son programme : en finir avec ce qui reste du « pacte républicain » institué à la Libération, promouvoir le communautarisme à l'anglo-saxonne au détriment de la laïcité, appliquer la manière forte aux « classes dangereuses », aligner la France sur Washington. La réaction sur toute la ligne.

A l'opposé, notre projet est la refondation de la République

Ni état de nature, ni état de fait, la République, comme toute entreprise humaine, est une construction. Mais elle repose sur des principes intangibles : la souveraineté populaire ; l'autorité de la loi, égale pour tous ; le bien commun comme priorité, ce qui implique le développement de services publics mis hors du domaine concurrentiel ; l'école et l'espace publics protégés par la laïcité.

Cette construction républicaine, il revient aujourd'hui à la gauche d'en faire l'instrument de la transformation sociale

Nos priorités.

- Reconstruire, moderniser et démocratiser un puissant secteur public et de protection sociale

Les services publics sont en cours de liquidation. Lorsqu'ils ne sont pas privatisés, ils s'enfoncent dans la pénurie et le sous-équipement. L'Etat vend ses biens pour éponger un tant soit peu sa dette, que les cadeaux fiscaux aux plus riches et l'atonie de la croissance ne font qu'alourdir.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la France s'est reconstruite sur la base du programme du Conseil National de la Résistance : création de la Sécurité Sociale, nationalisations et constitution d'un réseau important de services publics. C'est ce socle républicain que le capital financier veut détruire, alors que nous voulons le reconstituer, le démocratiser, et le moderniser. Contrairement à ce que l'on a voulu nous faire croire depuis des années notamment à partir de l'arrivée du gouvernement Balladur, l'octroi de fonds publics aux entreprises privées n'est pas créateur d'emplois. Il constitue un détournement d'argent public contraire à l'intérêt général.

La renationalisation des entreprises privatisées doit être posé comme principe. L'eau, le gaz, l'électricité, les transports en commun, la poste, les autoroutes, doivent être placés hors du domaine concurrentiel et marchand. L'égalité d'accès, principe républicain par excellence, doit être garanti à tous les citoyens. D'autre part, l'enseignement et la santé publics doivent être soutenus en application du principe : les fonds publics pour les établissements publics.

Un cahier des charges établi par les salariés et les usagers fixera les droits et devoirs des uns et des autres. La gestion de ces services publics associera la Représentation Nationale, les usagers, et le personnel. Le gouvernement sera très minoritaire au sein du conseil d'administration. C'est la représentation nationale qui sera majoritaire.

Les restrictions mises en place ces dernières années sur les retraites, la sécurité sociale et l'indemnisation du chômage seront abrogées. Le droit à la retraite et aux allocations sociales sera défendu et renforcé. Il conviendra d'aller vers le droit au logement et à la sécurité professionnelle.

L'effort national à engager est considérable mais cela suppose une fiscalité plus juste et mieux répartie. La priorité des priorités est de reconstruire un système de protection sociale et de solidarité publique au service de la dignité humaine. On nous objectera que les normes européennes ne permettent pas le déploiement d'une telle politique. Nous répondons que l'on ne peut pas tricher avec le vote populaire, avec la victoire du Non : la France a le droit d'exiger de Bruxelles le maintien de son secteur public hors du domaine concurrentiel de même que le Royaume Uni a pu obtenir de rester en dehors de la zone euro.

- Le retour vers le plein emploi .

En décidant de soustraire de la logique du marché un puissant espace public et de protection sociale la France fera le choix de la solidarité ,renforcera sa cohésion sociale et partant son dynamisme économique. Pour autant la gauche républicaine n'est pas pour l'abolition du marché, le champ économique ouvert à la concurrence restera dominant, mais encore faut-il que la loi garantisse que le marché sera réellement libre et non faussé. Par les monopoles et le dumping social

Relancer la croissance et le développement . Contrairement aux idées reçues, la libéralisation des échanges ne supprime pas la nécessité pour L'Etat de redevenir le stratège et le levier de l'activité économique.

Dans trois domaines déterminants ,la production pétrolière, les nouvelles technologies et la recherche ,la démission stratégique de l'état ces dernières années risque de pénaliser très lourdement notre économie et ses salariés . Un changement radical s'impose. Nous proposons la nationalisation du groupe Totalfinaelf, qui a failli dans son rôle d'industriel sur un secteur stratégique tout en accumulant des profits gigantesques. L'argent du pétrole doit servir au développement et non exclusivement aux actionnaires !En effet, le problème de « l'après-pétrole » est posé : contrôlée par l'Etat, la compagnie pétrolière devra destiner une partie de ses bénéfices au développement de sources d'énergie alternatives, afin de diminuer au plus vite le consommation pétrolière de la France. Dans le même esprit, France Telecom renationalisé aura à développer les réseaux des nouvelles techniques de l'information et de la communication et les rendre accessibles à tous pour réduire la fracture numérique Une part importante du P.I.B. sera consacré à la recherche fondamentale et appliquée.

Enfin la création d'une banque publique d'investissement permettra de soutenir les grands travaux et surtout les PME, aujourd'hui étouffées par le capital financier .Cette banque sera alimentée soit par la taxation des surprofits du capital soit par l'épargne forcée d'une partie des bénéfices des grandes sociétés.

Accroître la part revenant au travail dans le revenu national. Depuis les années 80, la part des salaires dans les richesses nationales est passée de 70 à 60%, alors que la part des profits grimpe de 30 à 40%. Dans le même temps, le capital financier exige des bénéfices à deux chiffres, ce qui déprime la demande intérieure en pressant le pouvoir d'achat à la baisse et s'avère destructeur pour l'économie réelle. La revalorisation du travail notamment pour les bas salaires est une priorité Une conférence nationale sur les salaires et les revenus doit être organisée et impliquer toutes les parties intéressées.

Contenir la rentabilité du capital à un niveau raisonnable par rapport au taux de la croissance. Aujourd'hui le taux de la croissance économique est à peine de 2% alors que la rémunération du capital est de 12% Cette situation est dangereuse économiquement et socialement Elle étouffe la créativité, la capacité d'entreprendre, précipite dans le déclin un grand nombre de PME et encourage les licenciements boursiers. L'impôt doit limiter ses marges excessives pour les contenir à un niveau raisonnable par rapport au taux de croissance : il s'agira de favoriser l'investissement industriel, et non la spéculation financière et immobilière. La loi doit autoriser l'Etat à s'opposer aux licenciements boursiers et renforcer le pouvoir d'intervention des salariés .

- Mieux vivre ensemble dans le respect de nos différences.

L'une des conséquences de la mondialisation financière est l'appauvrissement de nombreux pays du Sud dont les populations sont poussées à émigrer pour survivre. Le grand capital s'accommode d'ailleurs très bien de ce trafic de main d'œuvre à l'échelle planétaire, qui lui permet de diminuer ses coûts salariaux. Face à cela, la gauche républicaine se prononce pour l'aide au développement des pays du Sud, afin de permettre à leurs populations de « vivre et travailler au pays », comme le revendiquent les salariés de France. Quant aux immigrés, ils doivent être accueillis et intégrés dans la dignité, sans que soient tolérées les nouvelles formes d'esclavage auxquelles aboutissent souvent les filières clandestines d'immigration.

Principe cardinal de la république, la laïcité conditionne cette intégration. Son respect est impératif dans tout l'espace public. En effet l'égalité citoyenne n'efface pas les différences au contraire elle les respecte en invitant tous les individus à prendre toute leur place dans la société à égalité de droits et de devoirs.

- Construire une Europe, sociale, républicaine aux rythmes voulus et décidés par les peuples.

La construction institutionnelle, certes importante, ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt : priorité à la relance économique et au progrès social. Renégociation des traités de Maastricht, Amsterdam et Barcelone. Abandon du pacte de stabilité et subordination de la banque centrale européenne aux institutions de l'Union. Abandon des directives anti-sociales, du type Bolkestein. Lancement d'une politique de grands travaux et d'un programme d'innovations scientifiques et techniques. Les transferts de compétence sont bien sûr nécessaires dans le cadre européen, mais ils doivent être décidés et contrôlés par la souveraineté populaire.

-La France doit faire entendre la voix de la République dans le monde.

Stricte indépendance à l'égard de l'OTAN. Respect des accords de Kyoto et des objectifs du millénaire définis par l'ONU. Pour un nouveau système monétaire international basé sur la stabilité des taux de change. Pour la relance du partenariat avec les pays du Sud, en recherchant l'établissement de pactes de développement entre l'Europe et les grandes régions du Sud.

Vous qui aimez la République, la gauche républicaine vous dit : la résistance à la mondialisation financière est possible. Ensemble, forçons notre destin ! Rejoignez notre combat !

# PRINCIPES ET PERSPECTIVES DE LA GAUCHE REPUBLICAINE

## Le Nouvel Ordre Mondial

Une « révolution conservatrice » a eu lieu. Elle n'a été marquée par aucun évènement notable ; elle n'a été ni spectaculaire ni épique. Elle aura épargné le sang, du moins en France et en Europe. Révolution douce, si l'on veut, insidieuse, certainement. Tellement insidieuse qu'on a bien du mal à prendre acte que quelque chose a vraiment eu lieu. Plutôt que de parler de « révolution », terme qui garde les accents des évènements bruyants et sanguinaires qui ont marqué l'histoire, les élites préfèrent d'ailleurs parler d'« évolution ». Elles veulent nous faire croire que rien n'a eu lieu, si ce n'est l'inévitable : une évolution nécessaire qui a affecté les sociétés démocratiques, et qu'il est désormais convenu d'appeler « mondialisation ». Pour notre part, nous l'appelons mondialisation financière, la nouveauté résidant moins dans le caractère mondial des échanges commerciaux que dans l'emprise totale (politique, sociale, culturelle) que la finance multinationale exerce sur ceux-ci. Ainsi, cette mondialisation procéderait, d'une évolution de la société. Evolution: le terme désigne un processus naturel, qui se déploie à partir de ses lois propres, et qui ne laisse par conséquent aucune prise aux volontés humaines. Face à un processus naturel, les citoyens ne peuvent que se résoudre à l'inévitable, et reconnaître leur impuissance. Et comme un processus naturel est toujours « complexe », il faut également se résoudre à reconnaître son incompetence et à s'en remettre, bien sûr, aux experts, qui sont les seuls pour qui ce processus est intelligible.

Mais si, comme on l'admet communément, une révolution est ce qui instaure un nouvel ordre des choses, alors il convient bien de parler de « révolution », même si elle est d'inspiration conservatrice. Parler d'évolution relève de la pudibonderie. Nous pensions jusqu'ici, avant l'ère de la mondialisation financière, que les sociétés humaines différaient des sociétés animales en ceci qu'elles pouvaient décider de leur destin. Que leur devenir ne relevait d'aucun déterminisme naturel, que les citoyens pouvaient être les sujets de leur histoire. Que cette histoire pouvait être affectée par des actes politiques. Le politique était conçu comme un processus où des sujets pouvaient décider des modalités du vivre-ensemble, décisions qui ne relevaient que de la pensée et de la volonté humaines. Mais la « révolution conservatrice » a eu lieu : il existe désormais un nouvel ordre des choses, l'ordre économique mondial, qui – nous disent nos élites – rend archaïque, voire ringard, le politique. Car si le politique n'est référentiel qu'à des sujets, qui se constituent comme citoyens, le nouvel ordre économique opère à partir de ses propres mécanismes, et produit sa propre nécessité : fluctuations de la bourse, maximisation des profits, taux de croissance... Le nouvel ordre économique a sa propre logique, même s'il emprunte le visage de la fatalité. Le citoyen doit désormais raisonner à partir de ce nouvel horizon, et ne pas perdre de vue que ce nouvel ordre mondial le dépasse et rend vaine toute volonté politique. Bref, le citoyen est sommé de renoncer au politique.

## La financiarisation de la société

Mais ne nous y trompons pas : malgré l'habillage idéologique qui l'accompagne, ce nouvel ordre mondial résulte d'une volonté et d'un centre politique. Tout a commencé dans les années 70, lorsque Nixon, Président des Etats Unis, en mettant fin à la convertibilité du dollar en or, a favorisé l'essor de cette mondialisation libérale. Il sera relayé par d'autres responsables politiques : Pinochet au Chili, puis Reagan mais aussi Thatcher en Angleterre.

Une nouvelle doctrine politique est née : elle vise à déréglementer l'économie quitte à démanteler les syndicats. Elle impose ses dogmes: discipline budgétaire, réforme fiscale, réduction des dépenses publiques, libéralisation des échanges commerciaux et des marchés financiers, privatisations.

A partir des années 80, à travers le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque Mondiale, l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) les Etats Unis vont généraliser progressivement cette politique (en Asie d'abord) pour la mondialiser par la suite). Cette politique va vite être présentée par nombre d'intellectuels et par la majorité des médias, notamment en France et en Europe, comme la seule possible.

La libre circulation des capitaux et des flux financiers est devenue totale ; en conséquence, le secteur financier domine pleinement l'économie et s'approprie la quasi totalité des sphères publique et sociale. Les détenteurs de ces capitaux mondiaux, les nouveaux maîtres du monde, exigent que la rémunération de leurs actions progresse de plus de 12% par an alors que les salaires et retraites stagnent. Les gains de productivité, qui ont fortement progressé ces quinze dernières années ont surtout servi à la rémunération du capital, la part des salaires dans la valeur ajoutée ayant diminué de presque dix points. Les Etats n'ont pas eu la volonté de s'opposer à cette logique de financiarisation de la société. La technocratie européenne (Commission, Banque Européenne ) appuyée par différents lobbys, a réussi à l'imposer aux responsables politiques européens. Plus grave encore, les Etats et l'Europe s'effacent devant cette logique financière au point d'accepter de réduire les dépenses publiques de santé, de solidarité et d'éducation au nom de la lutte contre le déficit budgétaire. Dans ces conditions, le chômage, la misère et les inégalités ne cessent de croître, des industries entières sont sinistrées .Avec les souffrances sociales qui en résultent : surexploitation

des femmes et des hommes partout dans le monde et - plus odieux encore - dans les pays dits sous-développés, la progression de la misère, voire de la famine et du nombre d'enfants qui travaillent.

## **Le triomphe de la pensée unique**

Bien sûr, on n'a pas laissé au citoyen que ses yeux pour pleurer : on a pris soin de sécréter l'opium susceptible de rendre la situation supportable. Si la droite libérale tient un discours féroce (il faut faire des sacrifices, se rendre à l'évidence, céder sur les droits acquis...), il revient à la gauche, qui s'est ralliée au libéralisme, de distiller une potion plus douce, sous couvert d'idéologie « progressiste et moderniste ». Soyons résolument modernes, nous dit-on, adaptons-nous, ne laissons pas le train nous passer sous le nez, et nous aurons des lendemains qui chantent. Le style est plus guilleret, mais il peut être lui aussi féroce. Au peuple de gauche, qui ne veut pas de cet opium, on lance les anathèmes: si vous ne reconnaissez pas le nouvel ordre économique, c'est que vous êtes révolutionnaires, c'est que vous êtes pour le goulag ; si vous refusez la modernité, c'est que vous êtes réactionnaires, c'est que vous êtes, au fond, des nostalgiques de Maurras. C' est le triomphe de la pensée unique .On sécrète l'opium idéologique, mais on fabrique aussi le trompe-l'oeil : on fait croire au peuple que le politique n'est pas mort. Mieux encore: qu'il est partout. On baptise ainsi n'importe quelle initiative charitable, n'importe quel débat d'opinions ou n'importe quelle intervention humanitaire d' « actions citoyennes ». On fait du sondage la principale boussole de la politique, et on laisse croire ainsi que les hommes politiques sont « à l'écoute des préoccupations des citoyens ». Jamais ne sont lancées de véritables études d 'opinion si ce n'est celles qui sont réalisées à la demande d'organisations syndicales. Que le citoyen se réjouisse : pour s'investir dans l'action politique, il suffit qu'il sorte de chez lui. Il pourra participer à la « démocratie de proximité » Pour la Gauche Républicaine, la citoyenneté ne saurait se réduire à la somme des actions et contributions que les individus peuvent impulser au niveau local ,si utiles et indispensables soient elles, alors que les véritables décisions politiques, celles qui façonnent notre destin commun, seraient dévolues à ce nouvel ordre mondial.

C'est pourquoi, face au discours qui veut que le politique soit partout, il convient de rappeler que la politique doit être surtout l'affaire de tous les citoyens Depuis 200 ans dans notre pays, la Nation est l'espace où la République, enracinée dans la souveraineté populaire, permet aux citoyens français, de tracer la règle commune de leur action et de décider collectivement des moyens pour vivre ensemble et se forger un destin commun. Ainsi, notamment après la Libération grâce au programme du Conseil National de la Résistance, s'est mis en place au fil des ans un système de solidarité publique et sociale qui jusqu'à ces quinze dernières années avait favorisé le progrès pour le bénéfice du plus grand nombre alors que les laissés pour compte étaient peu nombreux. Il n 'est guère contestable que la mondialisation financière a eu de graves conséquences sociales et économiques de part le monde et que la solidarité républicaine portée par notre secteur public et social a permis à la France de mieux résister que d'autres .Et pourtant cette solidarité républicaine a été mise à mal par la démission de nos élites politiques, toutes tendances confondues, devant le nouvel ordre mondial. Le peuple de France ne se reconnaît plus dans la République .Rien de plus normal puisque nous ne sommes plus tout à fait en République. Il n'y a plus réellement de République lorsqu'au sommet de l'Etat, le gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, considère que le peuple doit se soumettre à la logique économique, sociale et culturelle voulue par la finance mondiale et que le citoyen, et pire encore son mandataire, démocratiquement élu, n'y peut rien. La République n'a de légitimité que dans la souveraineté populaire.

## **Le modèle républicain peut être opératoire au niveau Européen**

Le « non » des Françaises et des Français au référendum exprime selon nous d'abord la volonté de notre peuple d'être maître de son destin, de retrouver en quelque sorte sa souveraineté. Nous avons pleinement conscience que l'espace politique où doit s'exercer cette souveraineté ne peut se limiter à la nation même s'il nous apparaît que l'Etat – nation reste le levier déterminant pour résister à la dissolution du politique dans le nouvel ordre mondial. Pour autant, dans un délai qui doit être décidé par les peuples eux-mêmes l'Europe peut être l'espace politique où une souveraineté de ces peuples est pensable. Il y a incontestablement aujourd'hui une réelle aspiration, notamment au niveau de la jeunesse, à vivre ensemble en Europe. Elle a été récupérée par les élites politiques et financières pour ancrer l'Europe dans le nouvel ordre mondial. Les institutions européennes ne sont que des coquilles vides. Elles ont été voulues comme des non-lieux politiques, où les peuples devaient être absents.

Des institutions européennes permettant aux peuples d'exercer leur souveraineté suppose selon nous qu'il y ait une majorité des peuples qui se prononcent pour que l'Europe s'émancipe de ce nouvel ordre mondial. C'est loin d'être acquis .Raison de plus pour y travailler dès à présent.

S'émanciper du nouvel ordre mondial ne veut pas dire, loin de là, que nous voulons l'abolition du marché, mais encore faut-il que ce marché soit réellement libre et non faussé. Or force est de constater qu'aujourd'hui les marchés financiers étouffent le marché. Nous pensons surtout que le politique doit imposer aux lois du marché la figure de la limite. Imposer la figure de la limite revient à affirmer que certains espaces doivent être soustraits à la logique du marché : cela signifie que la gestion des services publics doit obéir à une autre loi que celle de la rentabilité ; que l'école ne doit pas être soumise à la demande économique ; que l'agriculture ne doit pas être inféodée à l'industrie agro-alimentaire ; que les citoyens peuvent décider du devenir de leur environnement. Faire limite à l'extension illimitée du marché en rouvrant l'espace du politique,

c'est être fidèle à un modèle politique hérité des Lumières, instauré par la Révolution de 1789, repensé par Jaurès : le modèle républicain. Nous pensons que ce modèle peut être opératoire au niveau européen. Être républicain, ce n'est donc pas se crisper sur un passé glorieux : c'est s'emparer d'un modèle politique pour intervenir dans le présent. Liberté, égalité, fraternité : ces trois mots sont aujourd'hui émoussés. Ils sonnent aux oreilles comme un slogan incantatoire et consensuel, quand on ne les considère pas purement et simplement comme des reliques. La gauche républicaine entend leur redonner toute leur force et toute leur vigueur.

### **Le modèle républicain et ses deux dispositifs : la démocratie et la laïcité**

Il existe une caricature du républicain : être républicain, ce serait vouloir l'uniformisation des individus et la stricte conformation aux exigences d'un Etat sacralisé. Bref, dans tout républicain sommeillerait un jacobin niveleur qui, au nom de l'égalitarisme, empêcherait l'expression des particularismes. C'est oublier que le modèle républicain s'inscrit dans le dispositif démocratique. Il s'y inscrit historiquement, mais également théoriquement. Le dispositif démocratique a pour moment constituant l'acte par lequel l'Etat s'impose à lui-même la figure de la limite, afin de faire exister un espace dans lequel le pouvoir politique suspend ses prérogatives. Cet espace que la démocratie fait exister est celui de la sphère privée, et, dans son prolongement, celui de la société civile. L'acte par lequel le pouvoir politique fait exister cet espace, pour s'en retirer, correspond à la déclaration solennelle des droits-liberté. Aussi le dispositif démocratique requiert-il que l'Etat garantisse aux individus les libertés fondamentales, qui sont autant de crans d'arrêt au pouvoir politique. La liberté d'expression, de réunion, de culte, mais aussi de commerce, etc. circonscrivent en effet l'espace de la liberté individuelle, espace qui coïncide avec celui de la sphère privée et, au-delà, celui de la société civile. Dans une société démocratique, chacun peut défendre ses opinions, faire valoir ses croyances, se déclarer incroyant, se revendiquer d'une communauté d'appartenance ou d'aucune, tant qu'il n'enfreint pas le droit existant.

Un Etat républicain est par conséquent un Etat démocratique, au sens où il s'impose à lui-même la figure de la limite : il offre les garanties nécessaires pour que l'individu ne devienne pas la « chose » du pouvoir politique, pour qu'il puisse jouir d'un espace dans lequel il peut se soustraire au pouvoir de l'Etat, et décider librement de son existence ainsi que de la façon dont il va employer ses talents. Mais le modèle républicain se situe à l'opposé de la conception libérale de la démocratie, selon laquelle la société civile est régie par le principe de tolérance, qui rend possible le déploiement des particularismes à côté de celui du marché. Or réduire le politique à la seule défense de la tolérance et à la promotion du libre jeu de l'initiative économique, fût-il réglé par la garantie d'un marché libre et non faussé, c'est exposer le corps social à la menace de la fragmentation et du délitement. Tel est le triste spectacle qu'offrent désormais les sociétés démocratiques. Le politique cède le pas aux impératifs économiques et s'avère incapable d'imposer au marché la figure de la limite. Aussi le déploiement illimité du marché apparaît-il comme inéluctable. C'est sans doute l'une des raisons qui explique que les citoyens se détournent du politique : non pas, comme on le dit hâtivement, parce qu'ils s'en « désintéressent » -désintérêt qu'il faudrait mettre sur le compte de «l'individualisme post-moderne », mais parce que le politique, qui ne se soutient que de la pensée et de la volonté citoyennes, cède à la fatalité économique. Mais non content de laisser se creuser les inégalités, on se résout à abandonner le corps social aux crispations communautaires : on définit désormais le citoyen à partir de ses particularismes, on le situe par rapport à sa communauté d'appartenance, on ne lui offre d'autres perspectives que ce qui fait pour lui destin, à savoir son origine. Et on laisse ainsi s'installer la discorde au sein du corps social. Pour rectifier cette tendance et pour instaurer la concorde au sein du corps social, la Gauche Républicaine appelle à renforcer la laïcité. « Défendre la laïcité » : l'énoncé fait aujourd'hui sourire. Le libéral moderne considère que ce combat est un combat d'arrière-garde : « la guerre est finie ! », dit-il, « le front n'existe plus ! ». On nous fait croire qu'il faut rejeter le combat pour la laïcité dans le grenier des vieilleries, que les laïques sont des ringards, qu'il est de bon ton désormais de défendre une laïcité « ouverte » ou « plurielle ». Ce discours procède d'un point d'aveuglement : en faisant du combat pour la laïcité un combat dépassé, les partisans d'une démocratie tolérante et ouverte ne livrent pas seulement le corps social à la fragmentation communautaire. Ils l'abandonnent aussi au seul jeu des forces économiques. Ils ignorent par conséquent qu'ils se font à la fois les alliés objectifs du communautarisme et du néo-libéralisme, c'est-à-dire de tous ceux qui désirent aujourd'hui livrer les sociétés démocratiques aux seuls intérêts particuliers et aux seules lois du marché. Une partie de la gauche s'est désormais ralliée au libéralisme. Ce ralliement procède d'une évidence, partagée par une partie de la gauche et la droite, évidence qui dépasse, par conséquent, les clivages politiques traditionnels et qui constitue l'un des fondements de la pensée unique. Cette évidence consiste à considérer comme un postulat l'idée selon laquelle le corps politique n'est rien d'autre qu'un agrégat d'individus reconnaissables à leurs opinions particulières, assignables à une communauté d'appartenance, et ayant pour vocation de trouver leur place au sein du marché mondial. Comment ne pas remarquer que l'irruption du nouvel ordre mondial a entraîné un recul de la laïcité et de la République qui explique l'accroissement des inégalités sociales et l'échec de l'intégration des populations d'origines étrangères.

Aussi pour les néo-libéraux de toutes tendances le politique n'a-t-il plus d'autre exigence que de se faire l'écho, au nom de l'esprit d'ouverture et du multiculturalisme, de toutes les revendications communautaires - quitte à cautionner celles qui dégradent la dignité de la personne humaine. Plus d'autre alternative, enfin, que de renoncer aux droits acquis, au nom de la concurrence et des nécessités du marché.

En se ralliant ainsi au libéralisme, une partie de la gauche a chassé ses prétendus vieux démons révolutionnaires : elle se veut désormais « réaliste », « consciente des «nouveaux enjeux». Au nom de ce réalisme, elle a fait siennes, souvent par démission, les réalités du nouvel ordre mondial ; dans le même temps, elle a cédé sur le modèle républicain : en taxant de ringards, de chauvins, voire d'odieux populistes tous ceux qui, à gauche, ne se sont pas ralliés à son nouveau programme, elle s'est coupée du peuple. Le 21 avril mais aussi le 29 mai dernier, elle l'a chèrement payé. Que la laïcité, mais au-delà, l'ensemble du message républicain aient fait les frais de ce changement de cap depuis le milieu des années 80 est loin d'être un hasard. Pour ceux qui n'attendent ni le grand soir, ni les lendemains qui chantent, mais qui ne démissionnent pas devant le nouvel ordre mondial, le projet républicain est en effet le seul qui permette de refonder un modèle politique qui soit une véritable alternative démocratique au libéralisme. Liberté, égalité, fraternité : pour que ces trois idées soient autre chose qu'un slogan facile, trois propositions doivent être mises en oeuvre : confier la souveraineté au peuple des citoyens, faire de ce peuple citoyen une entité unique, soustraire l'Ecole à la société civile. Ces trois propositions confèrent au modèle républicain sa cohérence et son intelligibilité. Mais elles permettent également de situer les éléments programmatiques d'une gauche authentiquement républicaine.

### **Soustraire l'Ecole à la société civile**

L'école doit être obligatoire : cela signifie que tous les enfants ont droit à l'instruction. Mais si l'instruction est un droit qu'il faut donner à tous, elle doit être aussi la même pour tous. Il n'y a aucune raison pour que les élèves de Sarcelles ne soient pas confrontés aux mêmes exigences qu ceux d'Henri IV -sauf à supposer qu'ils n'ont pas le même entendement. Tel est le présupposé qui opère derrière le discours de ceux qui veulent «adapter la pédagogie à la spécificité des élèves ». Présupposé qui revient ni plus ni moins à promouvoir une forme de racisme inversé. L'école doit être publique et laïque : cela signifie qu'elle doit être séparée de la sphère privée et soustraite de la société civile. Séparée la sphère privée : L'Ecole doit convoquer les représentants de la puissance publique à un devoir de réserve. Séparée de la société civile : l'école doit, d'une part, se soustraire à la logique de intérêts privés. N'en déplaisent à tous ceux qui voudraient « l'ouvrir sur la vie », l'école doit rester un lieu de retrait : elle doit se régler, non sur les impératifs du marché, mais sur les savoirs, pour que ce citoyen en devenir qu'est l'élève ne soit pas plus tard soumis à la domination de ceux qui savent. Ne pas maîtriser les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter) qui rendent possible l'acquisition des connaissances, c'est se priver des conditions mêmes de sa liberté. Mais séparer l'école de la société civile, cela signifie d'autre part qu'à l'école, l'élève est convoqué à se délier de tout ce qui peut le particulariser. L'école est en effet ce lieu où l'on fait l'apprentissage de la citoyenneté. Or, faire l'apprentissage de la citoyenneté, cela signifie d'abord et avant tout apprendre à raisonner à partir d'un horizon universel : apprendre, autrement dit, à faire usage de son seul entendement, en mettant à distance ses croyances, ses liens d'appartenance, ses particularismes. Et c'est bien cette « déliaison » dont l'élève fait l'expérience à l'école qui rend possible la constitution d'un peuple de citoyens. Les citoyens ne forment pas peuple en vertu d'une communauté d'appartenance : ce n'est pas la reconnaissance d'un particularisme quelconque qui est constitutif du lien politique. Le peuple républicain rassemble des sujets, c'est-à-dire des singularités capables de faire usage de leur entendement, de raisonner par eux-mêmes, de se reconnaître des ces trois principes qui sont au fondement du modèle républicain : la liberté, l'égalité, la fraternité. Parce que l'école est en quelque sorte le protocole expérimental de la république, elle est au cour du dispositif républicain : elle est le lieu où se constitue non pas une fraternité de sang, mais une fraternité de sujets.

### **Confier la souveraineté au peuple des citoyens**

Pour que la liberté ne soit pas un vain mot, il faut que les citoyens obéissent aux lois dont ils sont les auteurs. Il faut que la loi ne soit pas l'expression d'une volonté particulière ou d'une volonté minoritaire .Dit autrement : il faut que la loi ait pour seule source la volonté générale, c'est-à-dire la volonté majoritaire d'un peuple de citoyens. Il faut, par conséquent, confier la souveraineté au peuple. Pour que le peuple ait le monopole de la souveraineté, deux conditions sont nécessaires. Il faut, en premier lieu, soustraire la puissance publique à toutes les forces qui tendent à la particulariser. Tel a été l'enjeu de la loi de 1905 : faire en sorte que le politique ne soit plus sous l'emprise des forces religieuses. Mais les forces religieuses ne sont pas les principales forces susceptibles de capter la souveraineté. A partir du moment où le politique abandonne au seul jeu des mécanismes économiques ce qui relève de l'intérêt général, il livre la chose publique aux intérêts privés. De même que la gauche républicaine a eu jadis le courage de soustraire la chose publique à l'emprise des forces religieuses, elle doit aujourd'hui avoir le courage de soustraire certains domaines aux lois du marché. Quels domaines ? Tout ceux qui permettent de promouvoir l'égalité entre les citoyens. Les services publics, d'abord, qu'il faut soustraire à la seule logique de la rentabilité. L'environnement, ensuite, qui doit relever d'une politique citoyenne. Tout ce qui touche, enfin, à la question des conditions d'une vie digne : en défendant les droits acquis -le droit à la retraite, le droit aux allocations, le droit à la sécurité sociale, et en donnant aux citoyens de nouveaux droits-créance -le droit au logement, par exemple.

Mais pour que la souveraineté du peuple existe effectivement, une seconde condition est requise : il convient de faire en sorte que la volonté générale reste une et indivisible. Dit autrement : il faut que seule l'Assemblée législative ait le pouvoir de faire la règle. Cette question engage aujourd'hui des débats cruciaux qui attestent de son caractère problématique. Le débat sur l'Europe, d'abord : tant que l'on ne confiera pas clairement au Parlement le pouvoir législatif, tant que les lobbys et le nouvel ordre mondial seront

susceptibles d'orienter les règles européennes, tant que le fonctionnement des institutions restera opaque, tant que la banque centrale européenne pourra décider, sans rendre de comptes aux citoyens, des grandes orientations de la politique monétaire, il n'y aura pas de souveraineté des peuples européens. Tel est le sens de notre engagement sur l'Europe : faire en sorte qu'à terme les lois européennes soient l'expression de la volonté des peuples européens. Encore faut-il que la construction européenne se fasse à des rythmes voulus et décidés par les peuples européens. On sait à quel point on en est encore loin.

La question de la souveraineté pose également le problème de la décentralisation : contrairement à ce que prétendent les néo-libéraux défendre le modèle républicain ne signifie pas s'opposer, par principe, à la décentralisation. On peut « déconcentrer » la gestion de l'administration et renforcer le pouvoir des collectivités territoriales sans porter atteinte à la volonté générale. Telle était, par exemple, la visée de la décentralisation « à la Deferre ». Mais, à partir du moment où l'on multiplie les instances susceptibles de produire des règles, on ne s'expose pas seulement au risque de la réapparition de potentats locaux : on divise la volonté générale et l'on porte ainsi atteinte au principe même de souveraineté du peuple. Tel est l'horizon de la décentralisation « à la Raffarin ».

La question de l'Europe et de la décentralisation cachent donc un enjeu de taille il s'agit de savoir si nous cèderons sur la conception républicaine de la souveraineté. De deux choses l'une : soit l'on continue à défendre, au niveau national et au niveau européen, le modèle qui prévalait jusque là en France, et qui confiait le pouvoir de produire les lois à la seule Assemblée législative, soit l'on se range du côté d'un système à l'américaine qui confère à n'importe quelle force agissante -groupe de pression, presse, minorité- le pouvoir de créer les règles. Dans le premier cas, c'est la souveraineté du peuple qui donne force à la loi. Dans le second cas, c'est le pur rapport de forces, autant dire la loi du plus fort, c'est-à-dire la volonté particulière ou minoritaire qui aura suffisamment de moyens financiers pour se faire entendre.

La souveraineté populaire, c'est la citoyenneté active. Tous les citoyens sont invités à déterminer ensemble le bien commun. C'est un formidable acte de confiance dans les hommes qui au-delà des différences d'origine ou religieuses et philosophiques doivent être capable de fixer la règle de leur destin commun. C'est dire que la confrontation d'idées impliquant tous les citoyens pleinement éclairés sur les enjeux essentiels doit être la règle permanente. Les nouvelles technologies si leur utilisation est enfin démocratisée doivent pouvoir y aider.

### **Constituer le peuple citoyen comme une entité unique**

Il est de bon ton aujourd'hui de prétendre qu'il faut particulariser le droit pour lutter contre les inégalités. La puissance d'abstraction du droit républicain est désormais considérée comme source d'oppression. Il faut, disent les belles âmes néo-libérales, que le droit prenne en compte les différences : qu'il inscrive, dans la lettre, l'infini chatoiement des particularismes individuels. La république est ainsi sommée de sortir de sa réserve : elle doit reconnaître l'irréductible spécificité du « peuple corse », de la culture bretonne, de la Femme, de l'Homosexuel. Ironie de l'histoire : on nous présente désormais comme le comble de la modernité ce qui relève d'une logique d'ancien régime : régler le droit sur les particularismes. Car vouloir définir le citoyen à partir d'une communauté d'appartenance –que cette appartenance soit biologiquement déterminée ou qu'elle relève de déterminismes culturels-, ce n'est pas seulement river l'individu à ce qu'il pourrait considérer comme une stigmatisation : cela revient aussi à diviser le corps politique et, au-delà, à segmenter l'humanité. Le principe de laïcité doit par conséquent être aussi opératoire au niveau de la définition du citoyen. Définir le citoyen en se réglant sur le principe de laïcité équivaut à mettre entre parenthèses tout ce qui le particularise. Pour échapper à l'écueil de la segmentation du corps politique, la république constitue le citoyen comme un sujet abstrait : elle considère que le peuple des citoyens ne saurait être un agrégat d'individus référables à une mosaïque de communautés d'appartenance. Le citoyen ne saurait être défini à partir d'un quelconque particularisme. Pour que le corps politique soit sous le régime de l'égalité citoyenne, il faut que le citoyen reste un sujet abstrait. Il faut que le droit fasse silence sur tout ce qui est susceptible de particulariser le citoyen. On aurait tort de croire qu'on ne peut lutter contre une inégalité qu'en particularisant le droit et que la république, en se drapant, au nom de la laïcité, dans une définition abstraite du citoyen, se prive des moyens de corriger les inégalités qui existent au sein du corps social. C'est, bien au contraire, parce que le citoyen bénéficie de cette abstraction qu'un droit peut valoir pour quiconque. Le citoyen n'est pas plus « homme » que « femme », « hétérosexuel » qu'« homosexuel ». Et c'est justement parce qu'il est un sujet abstrait que n'importe quel individu, quels que soient sa couleur de peau, sa religion, son sexe, sa préférence sexuelle, peut jouir de plein droit de son statut de citoyen. «De plein droit» : cela signifie précisément qu'un droit existant doit valoir pour quiconque. Aussi est-il illégitime que l'accès à un droit soit conditionné par un particularisme qui ne relève pas de la sphère du droit, mais de la nature. Définir le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme ayant pour finalité la reproduction, définir la famille à partir de représentations purement biologiques revient à barrer à un certain nombre de citoyens l'accès à des droits dont ils devraient légitimement jouir. C'est en vertu de cette thèse que la gauche républicaine défend le droit au mariage des homosexuels et qu'elle souhaite que s'ouvre le débat sur le droit à l'adoption pour les couples homosexuels. C'est au nom de cette conception abstraite du citoyen que l'on peut légitimement obliger la puissance publique à abolir ce qui fait obstacle à la jouissance d'un droit. C'est également au nom de cette même conception abstraite du citoyen que l'on doit obliger la puissance publique à se donner les moyens de lutter contre les discriminations raciales et corriger les inégalités qui subsistent entre les hommes et les femmes : en prenant les mesures qui s'imposent pour alléger la double journée des femmes qui

